



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 23 mai 1968,
à 15 h 50

NEW YORK

S O M M A I R E

Page

Point 18 de l'ordre du jour:

Organisations non gouvernementales (*suite*). . . 21

Président: M. Manuel PEREZ GUERRERO
(Venezuela).

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales (*suite*) [E/4476,
E/4485 et Corr.1 et 2, E/L.1207]

1. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à poursuivre l'examen du point 18 de son ordre du jour, au sujet duquel il est saisi d'un projet de résolution ayant pour auteur la République-Unie de Tanzanie (E/L.1207).

2. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) présente le projet de résolution E/L.1207. Ce texte vise essentiellement à associer au Service de l'information de l'ONU les organisations non gouvernementales nationales de diverses régions du monde, notamment celles d'Afrique, ainsi que les organisations nationales qui représentent les citoyens de race noire des Etats-Unis et du Royaume-Uni, le but étant d'assurer une représentation plus équilibrée des organisations nationales de chaque Etat.

3. Il est toujours délicat de mentionner des Etats nommément, mais, de même que l'on n'hésite pas à citer les noms de l'Afrique du Sud ou du Portugal quand les faits y obligent, on pouvait difficilement, en l'occurrence, s'abstenir de mentionner les Etats-Unis et le Royaume-Uni. En effet, la situation des ressortissants noirs des Etats-Unis est critiquée; quant à celle de la population noire du Royaume-Uni, elle est gravement menacée, et ce n'est pas l'attitude actuelle du gouvernement de ce pays qui l'empêchera de se détériorer. Les organisations nationales qui représentent les citoyens noirs de ces deux pays doivent avoir la possibilité, au même titre que les autres organisations nationales, d'être associées au Service de l'information, afin de renseigner l'opinion sur l'Organisation des Nations Unies et l'action qu'elle mène en faveur des droits de l'homme dans le monde. Cette association avec le Service de l'information, et peut-être même avec le Conseil, permettrait également à ces organisations d'exposer leurs propres problèmes et leur situation.

4. Si l'on songe au nombre et à la diversité des organisations nationales des Etats-Unis qui sont inscrites auprès du Service de l'information, on est pour le moins surpris de ne pas voir figurer parmi elles les organisations qui représentent les citoyens noirs, qui, de toute évidence, ne demanderaient pas mieux que d'être associés à l'œuvre de l'ONU. On ne peut malheureusement pas exclure qu'elles

en soient délibérément empêchées par toutes sortes de tactiques. Pourquoi, par exemple, des organisations telles que la Southern Christian Leadership Conference ou la National Association for the Advancement of Colored People ne seraient-elles pas inscrites auprès du Service de l'information de l'Organisation des Nations Unies? Il ne fait pas de doute qu'elles remplissent les conditions voulues pour cela. Rappelant, à ce propos, que c'est à la suite de l'intervention de la délégation de la République-Unie de Tanzanie que le Student Nonviolent Coordinating Committee a obtenu son inscription, M. Waldron-Ramsey déclare qu'il revient aux délégations africaines de défendre les intérêts des populations noires des Etats-Unis et du Royaume-Uni puisqu'il n'y a personne d'autre pour le faire.

5. M. KHANACHET (Koweït) approuve sans réserve le projet de résolution présenté par la délégation de la République-Unie de Tanzanie (E/L.1207); il souhaiterait, pour sa part, proposer l'addition d'un nouveau paragraphe tendant à ce que le Conseil:

"Invite le Service de l'information, lorsqu'il reconsidérera le statut des organisations actuelles ou examinera de nouvelles demandes, à écarter toutes les organisations qui propagent la discrimination raciale ou religieuse".

6. Le représentant du Koweït estime, en effet, qu'il est du devoir du Conseil, en tant qu'organe de l'ONU, de décider que l'Organisation n'aura aucun rapport avec les organisations qui prêchent la discrimination raciale ou religieuse et de prouver ainsi, une fois de plus, que l'Organisation des Nations Unies est fidèle aux principes et aux idéaux énoncés dans sa charte.

7. La délégation du Koweït espère que sa proposition sera acceptée par l'auteur du projet de résolution et qu'elle recueillera l'appui de tous les membres du Conseil.

8. M. COX (Sierra Leone) dit que le projet de résolution présenté par la délégation tanzanienne (E/L.1207) doit retenir toute l'attention du Conseil étant donné que la majeure partie des problèmes dont souffre l'humanité à l'heure actuelle trouvent leur origine dans le racisme, et notamment dans les doctrines fallacieuses fondées sur la supériorité de certaines races. Le projet de résolution tanzanien est excellent, et l'amendement présenté par la délégation du Koweït mérite d'être retenu.

9. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) approuve sans réserve le projet de résolution (E/L.1207) ainsi que l'amendement présenté oralement par le représentant du Koweït. La délégation de l'Union soviétique propose d'ajouter un nouveau paragraphe à la fin du dispositif du projet, priant le Secrétaire général de rendre compte au Conseil, à sa quarante-sixième session, de l'ap-

plication des dispositions de la résolution. D'autre part, le représentant de l'URSS voudrait proposer d'insérer dans le texte du nouveau paragraphe proposé par le représentant du Koweït les mots "l'idéologie nazie ou" après les mots "qui propagent".

10. M. ALLEN (Royaume-Uni) se réserve le droit de présenter ultérieurement des observations sur le texte du projet de résolution tanzanien. Il tient cependant à déclarer immédiatement qu'il ne saurait accepter l'allégation selon laquelle sa délégation ne représente pas tous les citoyens britanniques, quelle que soit leur appartenance ethnique. Aucune autre délégation ne peut s'arroger le droit de représenter des ressortissants du Royaume-Uni.

11. La délégation tanzanienne ayant parlé des tactiques employées pour exclure certaines organisations, M. Allen donne l'assurance que le Gouvernement du Royaume-Uni ne conteste à aucune organisation du Royaume-Uni le droit d'être associée au Service de l'information de l'ONU: les organisations nationales dont les activités sont conformes aux buts et principes de la Charte des Nations Unies peuvent toutes demander à être inscrites auprès du Service de l'information.

12. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) se réserve de revenir ultérieurement sur le projet de résolution présenté par la délégation tanzanienne. Il tient à corriger la déclaration faite par le représentant de la République-Unie de Tanzanie, et affirme qu'un représentant d'un autre Etat ne peut en aucun cas parler au nom des citoyens de couleur des Etats-Unis; seule la délégation des Etats-Unis, qui représente tous les citoyens sans exception, est habilitée à parler en leur nom.

13. Répondant aux accusations formulées par le représentant de la République-Unie de Tanzanie, selon lequel le Gouvernement des Etats-Unis emploierait diverses tactiques pour empêcher certaines organisations non gouvernementales nationales d'être associées au Service de l'information, M. Goldschmidt constate qu'en effet ni la National Association for the Advancement of Colored People ni les autres organisations représentant les Noirs américains ne figurent sur la liste, et il le déplore vivement, étant donné que ces organisations seraient en mesure de jouer un rôle extrêmement utile. Il aimerait savoir si certaines de ces organisations ont fait une demande qui n'a pas été acceptée ou bien si elles n'ont jamais fait de demande.

14. M. JANECEK (Directeur de la Division des relations extérieures du Service de l'information) déclare qu'il n'est pas en mesure de fournir sur-le-champ les renseignements demandés par le représentant des Etats-Unis et qu'il aurait besoin d'un certain délai pour recueillir les renseignements voulus sur la procédure d'association des organisations non gouvernementales avec le Service de l'information. Dans ces conditions, il y aurait peut-être lieu de différer le vote sur le projet de résolution.

15. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie), appuyé par M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques), déclare que le Conseil a besoin non pas tant de connaître la procédure selon laquelle le Service de l'information accepte

les candidatures des organisations non gouvernementales que d'obtenir une réponse aux renseignements précis demandés par le représentant des Etats-Unis. Il estime donc que les débats doivent continuer sur le projet de résolution.

16. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que la portée de la question qu'il a posée au Secrétariat n'est pas aussi limitée que les représentants de la République-Unie de Tanzanie et de l'URSS le donnent à entendre et que, par courtoisie pour le Directeur de la Division des relations extérieures du Service de l'information qui s'est offert à donner des renseignements, il conviendrait de différer le vote sur le projet de résolution.

17. M. FORSHELL (Suède) se range à l'avis du représentant des Etats-Unis, pensant que peut-être le projet de résolution affectera dans une certaine mesure la procédure d'admission des organisations non gouvernementales par le Service de l'information. Il serait donc normal et juste de donner l'occasion à ceux qui seront chargés de mettre en œuvre les dispositions de cette résolution d'exposer leur point de vue.

18. M. ALLEN (Royaume-Uni) s'associe au représentant de la Suède pour demander qu'aucune décision ne soit prise à la séance en cours sur le projet de résolution, d'autant plus que la délégation britannique n'a pas encore eu le temps de recevoir des instructions de son gouvernement.

19. Il voudrait demander au Service de l'information si des organisations non gouvernementales nationales du Royaume-Uni ont demandé à être inscrites auprès du Service de l'information et ont été refusées. Il espère que le Secrétariat ne se contentera pas de répondre aux questions qui lui ont été posées, mais qu'il donnera tous autres renseignements pouvant être nécessaires au Conseil.

20. M. VIAUD (France) demande, lui aussi, un délai suffisant pour pouvoir obtenir des instructions de son gouvernement et se prononcer en connaissance de cause.

21. M. Viaud se demande si le projet de résolution remet en question la procédure selon laquelle les organisations non gouvernementales sont associées au Service de l'information. En effet, le paragraphe 3 du dispositif affirme qu'il faudrait associer automatiquement, sur demande, les organisations nationales d'Afrique au Service de l'information; s'agit-il uniquement des organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil ou bien s'agit-il de toutes les organisations nationales? La délégation française renouvelle à ce sujet les réserves qu'elle a déjà exprimées à propos de l'admission d'un trop grand nombre d'organisations nationales qui risquent de causer des interférences dans les affaires intérieures d'un Etat.

22. En ce qui concerne le paragraphe 5 du dispositif, M. Viaud rappelle que le Secrétaire général a recommandé dans son rapport (voir E/4476, par. 41) que les conférences régionales d'organisations non gouvernementales aient lieu en même temps que les réunions officielles importantes des Nations Unies dans la région. Il est dit également dans ce rapport

qu'il n'a pas été possible d'organiser de conférence régionale ces dernières années faute de ressources. C'est à l'Assemblée générale, et non au Conseil économique et social, qu'il appartient de trancher la question des ressources, et le Conseil n'est pas en mesure de demander au Secrétaire général de tenir des réunions sans lui dire quelles en seraient les incidences financières.

23. Enfin, la délégation française éprouve quelques doutes quant à l'expression "conformément à la lettre et à l'esprit", au paragraphe 4 du dispositif. Pour M. Viaud, le mot "esprit" dans ce contexte signifie "interprétation"; or, l'interprétation de la résolution par les différentes délégations peut être très variable.

24. Le PRESIDENT déclare que, conformément à l'article 56 du règlement intérieur du Conseil, la décision sur le projet de résolution présenté par la République-Unie de Tanzanie (E/L.1207) sera remise à la prochaine séance, d'autant plus que le Service de l'information a besoin d'un certain délai pour donner les renseignements qui lui ont été demandés.

25. M. COX (Sierra Leone) tient à faire une mise au point, car il pense que les déclarations du représentant de la République-Unie de Tanzanie ont été mal interprétées: celui-ci n'a jamais prétendu représenter la population d'un autre pays. Cependant, il est normal qu'il se sente solidaire de ses frères de couleur et qu'il milite en faveur de l'harmonie raciale dans les pays où il existe une société multiraciale et où les populations de couleur font l'objet d'une discrimination. Le seul but du projet de résolution tanzanien est de combattre le racisme et de faire en sorte que les organisations représentant certains secteurs de la population soient équitablement représentées auprès du Service de l'information.

26. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) approuve sans réserve les précisions données par le représentant du Sierra Leone. Certaines délégations se retranchent derrière des arguments juridiques spécieux. La délégation tanzanienne n'a jamais prétendu représenter certains éléments de la population du Royaume-Uni ou des Etats-Unis, bien que l'on soit en droit de se demander si, en fait, tous les citoyens de ces Etats estiment que leur délégation représente vraiment la totalité de la population. C'est ainsi que l'on ne saurait trop regretter que la délégation du Royaume-Uni ne comporte jamais de représentants des Etats dits "associés" de la région antillaise, bien que le Gouvernement britannique soit responsable de leur politique étrangère, et cela même devant les instances qui sont susceptibles d'aborder des questions intéressant la politique étrangère de ces Etats. Cette situation est tout à fait conforme, il est vrai, aux traditions de l'impérialisme britannique.

27. La délégation tanzanienne ne peut demeurer indifférente au sort de la population d'origine africaine des Etats-Unis, victime d'une discrimination qui peut prendre les formes les plus brutales, de même que les Italiens et les Irlandais se sentent solidaires de ceux de leurs anciens compatriotes qui sont devenus citoyens américains.

28. M. Waldron-Ramsey ne voit pas ce qui peut causer des difficultés à la délégation française. Les délégations qui critiquent ce texte sont celles qui sont opposées à une représentation plus équilibrée des organisations non gouvernementales nationales de chaque Etat et préfèrent le maintien du statu quo.

29. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie accepte l'amendement présenté par le représentant du Koweït et le sous-amendement de l'URSS, qui sont conformes aux principes énoncés dans les instruments internationaux relatifs à l'élimination de la discrimination raciale sous toutes ses formes et dans le projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. Ces amendements seront incorporés au projet de résolution.

30. Ce projet ne contient aucun élément nouveau: il est inspiré des dispositions de la résolution 1225 (XLII) du Conseil et répond à la nécessité, reconnue par tous, d'assurer à tous les peuples une représentation équitable au sein des organes des Nations Unies. M. Waldron-Ramsey ne voit pas pourquoi le soin de faire connaître les buts et principes de la Charte des Nations Unies serait une prérogative des organisations blanches des Etats-Unis: les organisations représentant les Afro-Américains sont parfaitement capables de participer à cette tâche.

31. M. Waldron-Ramsey estime que le rapport du Secrétaire général (E/4476) est parfaitement explicite. Il ne voit pas quels renseignements complémentaires le Service de l'information pourrait apporter et il s'étonne qu'un délai aussi long soit nécessaire pour répondre à une question fort simple. Plusieurs délégations ayant fait part de leur désir de consulter leur gouvernement, le représentant de la République-Unie de Tanzanie espère que les travaux du Comité ne s'en trouveront pas indûment retardés.

32. M. JANECEK (Directeur de la Division des relations extérieures du Service de l'information) dit que le délai qu'il a demandé est nécessaire pour lui permettre de donner des renseignements aussi précis que possible en réponse aux questions posées par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

33. M. VIAUD (France) estime que le Conseil ne peut voter sur le projet de résolution présenté par la délégation tanzanienne (E/L.1207) sans avoir procédé à un débat. La plupart des délégations, y compris la délégation française, n'ont pas encore pris position sur ce texte. Pour ce faire et pour pouvoir participer aux débats, la délégation française doit obtenir des instructions précises de son gouvernement. D'ores et déjà, le représentant de la France peut faire savoir que l'amendement du Koweït lui paraît tout à fait judicieux: personne ne saurait recommander, en effet, que des organisations qui propagent des doctrines de discrimination raciale ou religieuse soient associées au Service de l'information. Quant au sous-amendement du représentant de l'Union soviétique, il est extrêmement important et mérite d'être examiné avec soin.

34. Etant donné l'importance du texte, il est souhaitable qu'il fasse l'objet d'une large approbation, et il serait regrettable qu'un vote précipité ne per-

mette pas à certaines délégations de se prononcer en sa faveur.

La séance est levée à 17 h 50.